

35th Session – Strasbourg, France, 06 November 2018 (Strasbourg – 6th of 8th November 2018)

## **« Les migrations ne sont pas un problème, mais un phénomène offrant des avantages à long terme ! » : La Chambre des Régions discute et vote sur un rapport intitulé « les régions frontalières face au phénomène migratoire »**

Les chiffres récemment publiés par l'Organisation internationale pour les migrations à Genève parlent d'eux-mêmes. Au cours des dix premiers mois de 2018, plus de 100 000 migrants ont traversé la mer Méditerranée. 49 000 ont débarqué en Espagne, 28 000, en Grèce, 22 000, en Italie et près de 2 000 sont morts pendant leur périple vers l'Europe.

Dans ce contexte, la rapporteure Eirini DOUROU (Grèce, SOC) demande fermement aux gouvernements de repenser leurs politiques en la matière : « Nous recommandons aux Etats membres de considérer les migrations comme une question systémique offrant des avantages à long terme plutôt que comme une situation de crise », souligne la Gouverneure de l'Attique. « Dans la recommandation, nous proposons aux gouvernements de mettre en place un cadre légal efficient et fiable où l'on distinguerait clairement les compétences locales, régionales et nationales et où serait organisée une répartition équitable des nouveaux venus », a-t-elle déclaré.

Selon elle, cela signifierait que l'ensemble des régions d'Europe – et pas seulement celles qui sont directement touchées par les migrations - œuvrent de concert pour imaginer des solutions. « Nous invitons les pouvoirs publics à partager la responsabilité de la gestion des migrations entre les régions et au sein de celles-ci. Naturellement, les régions frontalières ne sont absolument pas touchées de la même manière que les régions situées à l'arrière, mais il faut que les responsables de ces dernières manifestent leur solidarité avec leurs partenaires, mis en difficulté à la frontière », continue la rapporteure, qui rappelle à ses collègues des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe que ce sont les collectivités locales et régionales qui sont les premières à devoir prendre en charge les migrants qui arrivent, avant que les autorités centrales n'interviennent. « Je suis ici pour vous inciter à utiliser les moyens que nous offre le Congrès dans de telles situations. En tant que représentants des collectivités locales et régionales, il faut utiliser la Chambre des Régions du Congrès comme porte-voix pour nous faire entendre », souligne Mme DOUROU.

« Au nom de la démocratie, de l'état de droit, des droits de l'homme et de la cohésion sociale, je vous demande de soutenir ce rapport », déclare-t-elle en conclusion.

Martin GUILLERMO-RAMIREZ (Espagne), secrétaire général de l'Association des régions frontalières européennes ([ARFE](#)) demande que l'Europe ne parle plus de « crise des migrations » : « les migrations sont un phénomène, un fait et non un problème ! », souligne-t-il. « Les migrants sont des gens qui sont contraints de quitter leur pays ». Il rappelle aux délégués que la restauration des frontières est placées sous le feu des projecteurs dans toute l'Europe, en Espagne, dans le cadre du problème actuel Irlande / Irlande du Nord ou dans les pays de l'UE qui tentent de fermer leurs frontières au lieu de les ouvrir. « Dans beaucoup de pays, les migrants sont nécessaires pour assurer les futures pensions de retraite, les revenus et même le PIB », souligne-t-il. Il promet de promouvoir le rapport du Congrès dans le cadre de l'ARFE.

Laura FERRARA (Italie) intervient en qualité de vice-présidente de la Commission des Affaires juridiques du Parlement européen et de rapporteure sur la procédure d'asile commune. Elle évoque l'évolution récente de la situation dans l'UE : « Il subsiste des obstacles en matière de perception de la situation des migrants, mais j'espère qu'une solution européenne pourra être trouvée », déclare-elle aux membres de la Chambre. Elle rappelle l'article 80 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui consacre la « responsabilité partagée ». « Je viens de la région italienne de Calabre, où l'afflux de beaucoup de bateaux de migrants au printemps et pendant l'été a mis à rude épreuve les services locaux et régionaux d'urgence et d'assistance et où les maires de villes sont responsables en droit italien de la prise en charge des migrants qui arrivent. Je ne peux que faire miennes les recommandations de ce rapport », conclut-elle.

Fatma ŞAHİN, maire de la ville-métropole de Gaziantep, située tout près de la frontière syrienne, présidente de l'Union des villes turques et de la Section Moyen-Orient et Asie occidentale de Cités et gouvernements locaux unis (UCLG), présente un tableau impressionnant de la situation des migrants dans sa région. « Ma ville compte 2,5 millions d'habitants et accueille 500 000 migrants. Ce sont nos voisins, c'est pourquoi nous leur avons offert un abri. Fermer les frontières n'est pas une solution. Les migrants ont été contraints de partir et nous leur avons offert un refuge. Fort de son expérience, la responsable, autrefois nommée pour le prix Nobel de la paix, explique que l'éducation des enfants et même des adultes est un investissement dans l'avenir. « Je propose de faire preuve de davantage d'empathie envers les migrants et de délimiter une « zone de sécurité » en Syrie, où les migrants pourraient revenir afin d'y vivre et d'y travailler. Ma région serait disposée à soutenir le retour des migrants dans cette zone », conclut-elle. Elle demande à l'UE de donner suite à sa promesse de transférer plus rapidement les financements destinés à couvrir le coût de l'accueil.

Le débat, qui dure près d'une heure, est le reflet des positions actuelles en Europe. Josef FREY, membre du parlement du Bade-Wurtemberg (Allemagne, SOC) raconte que dans sa région, à la frontière de l'Allemagne, de la France et de la Suisse, les autorités sont convenues de se concerter pour aider les réfugiés et trouver de nouvelles solutions. Alors que les membres de la délégation moldave soutiennent fermement le rapport, car ils espèrent « de nouvelles orientations pour beaucoup de pays d'Europe orientale », Peter TOTH (Hongrie), exprime ses préoccupations avec véhémence. Il faut régler la crise des migrants par des mesures en Afrique et en Syrie et non en Europe, estime-t-il. Il ajoute que « les ONG ne sont pas la solution. Elles constituent le moteur de la crise », c'est pourquoi il va rejeter un grand nombre de parties du nouveau rapport. Son intervention suscite une réaction des délégués de la jeunesse. Johannes HASELSTEINER (Autriche), Hannah REBIFFÉ (France) et Deedeni DEVOS (Belgique) rejettent l'idée de nouveaux murs et de nouveaux clivages et demandent une meilleure coopération entre les nombreuses institutions intéressées par la situation des migrants. Les jeunes, suggère Mme Deedeni DEVOS, devraient être mieux informés et mieux éduqués pour comprendre les effets réels de la situation des migrants et les collectivités locales et régionales devraient élaborer des projets et prendre des mesures pour donner des grandes orientations aux jeunes.